

*Les crédits*

s'excuser, passer à la télévision, et son ministre des Finances venir pleurer et dire: On s'est trompé.

Eh bien, encore une fois, vous vous trompez, les «bleus», et encore une fois vous avez trompé la population! Les personnes âgées de 65 ans. . . le principe de l'universalité, lorsqu'il a été instauré, c'était parce que chaque personne qui travaillait, qui a travaillé toute sa vie, qui a payé des taxes, qui s'est sacrifiée pour mettre de l'argent de côté, et qui a même payé un impôt spécial pendant 20 ans pour avoir droit à l'universalité, ces gens-là ne doivent pas en être privés.

De plus, le gouvernement conservateur commence par 50 000\$ de revenu ou plus, et, avec tout cela, il ne réduit même pas son déficit. L'an prochain, il descendra à ceux de 30 000\$ de revenu; une autre année après, à ceux de 20 000\$. Et peu importe le gouvernement qui sera au pouvoir, c'est comme lorsque qu'il y a eu un impôt, c'était temporaire, l'impôt, mais aujourd'hui, c'est permanent. La surtaxe imposée par le ministre était temporaire. Mais elle est permanente et a été augmentée, monsieur le Président.

Aujourd'hui, les gens, et ce ne sont pas les électeurs de ma circonscription, qui ont des revenus de 50 000\$ par année. . . mais si les familles pauvres d'aujourd'hui, les personnes âgées pauvres d'aujourd'hui ne s'unissent pas avec tout le monde pour faire reculer le gouvernement sur son attaque contre l'universalité des programmes sociaux, les prochaines victimes seront celles ayant un revenu de 30 000\$ par année, et ce seront aussi celles à 20 000\$.

On l'a vu antérieurement dans d'autres programmes, monsieur le Président. Et lorsque ceci a été instauré, ce Programme de pension de sécurité de la vieillesse universel, c'était ce qui était juste pour chaque citoyen et citoyenne qui, durant sa vie, accordait ses heures de travail, payait des impôts et savait recevoir son dû à la fin de sa carrière, comme celui du Régime de pension de la sécurité de la vieillesse. Et pour les personnes âgées pauvres, on a instauré le supplément de revenu garanti. Cela était le programme pour aider le plus grand nombre de personnes.

Mais encore là, le gouvernement continue de tromper nos personnes âgées. Non seulement le premier ministre, avec sa mère. . . il n'y a pas un député conservateur ici qui est capable de se lever et de dire qu'il a dit à ces personnes âgées: Il y en a un certain nombre parmi vous qui seront obligés de retourner la pension de sécurité de la vieillesse. Il n'y a aucun conservateur qui a informé la population!

Mais encore une fois, non seulement ils disent qu'ils prennent aux plus riches pour donner aux plus pauvres, mais, monsieur le Président, c'est faux! Si le gouvernement avait dit: Je prends les 300 millions de dollars que j'enlève aux personnes âgées ayant un revenu de 50 000\$

ou plus par année et je vais le remettre pour hausser le supplément de revenu garanti pour les personnes seules qui sont sous le seuil de la pauvreté. . . Là, je dirais que le premier ministre (M. Mulroney) ne trompe pas la population!

Mais, encore une fois, ce n'est pas vrai. Il prend ces sommes d'argent-là pour empêcher les banques de payer ce qu'elles doivent payer pour réduire la dette, réduire le déficit.

Monsieur le Président, c'est à cause de prises de positions, de politiques comme celles-là que la population perd de plus en plus confiance en son gouvernement et en ses politiciens, peu importe la couleur politique.

Regardons les allocations familiales, la politique familiale. Un des problèmes au Canada et au Québec, c'est le taux de dénatalité. Et on sait aujourd'hui ce qu'il en coûte pour élever des enfants.

Lorsque le principe des allocations familiales a été instauré, c'était pour aider les familles avec enfants, en comparaison avec les familles qui n'avaient pas d'enfants. Aujourd'hui, les conservateurs veulent seulement que les enfants soient faits par des familles pauvres et non pas aider la famille qui a des revenus un peu plus élevés.

Et je pense que c'est ce qui faisait dire à M<sup>me</sup> Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Famille du gouvernement libéral, au Québec, que le Budget du ministre des Finances est un Budget anti-familial. Premièrement, on se rappelle qu'il a maintenu la désindexation des allocations familiales pour les familles, il a diminué le seuil maximum pour être admissible au crédit d'impôt-enfants, et là il vient d'appliquer une taxe spéciale sur les allocations familiales et d'annuler ce qui était le plus important en matière de garderies, soit d'augmenter le nombre de places.

Alors, monsieur le Président, je suis d'accord avec M<sup>me</sup> Thérèse Lavoie-Roux, qu'il s'agit là d'un budget anti-familial. Et ce n'est pas à une époque où le taux de dénatalité est un problème que l'on doit enlever des sommes d'argent aux familles avec enfants, cela devrait être l'inverse pour aider les jeunes couples à espérer avoir des enfants, à leur donner de l'aide financière compte tenu des coûts qui se rattachent à une famille avec enfants.

Monsieur le Président, un autre programme qui est universel et gratuit, c'est celui de l'assurance-santé, l'assurance-hospitalisation. A travers le pays, le Canada, tous les ministres de la Santé de toutes les provinces, que ce soient des libéraux ou des conservateurs, ce ne sont pas des fous. Tous ces gens-là ont lancé un S.O.S au ministre des Finances, avant l'annonce du Budget, lui disant que sa décision du projet de loi C-96, en 1986, a eu pour effet de couper 5,776 milliards, de dollars dans le Programme de financement de l'assurance-santé, de l'assurance-hospitalisation. Les hôpitaux sont obligés de fermer des lits, empêcher que des malades soient soignés